

Des indemnités pour la sécheresse et le gel

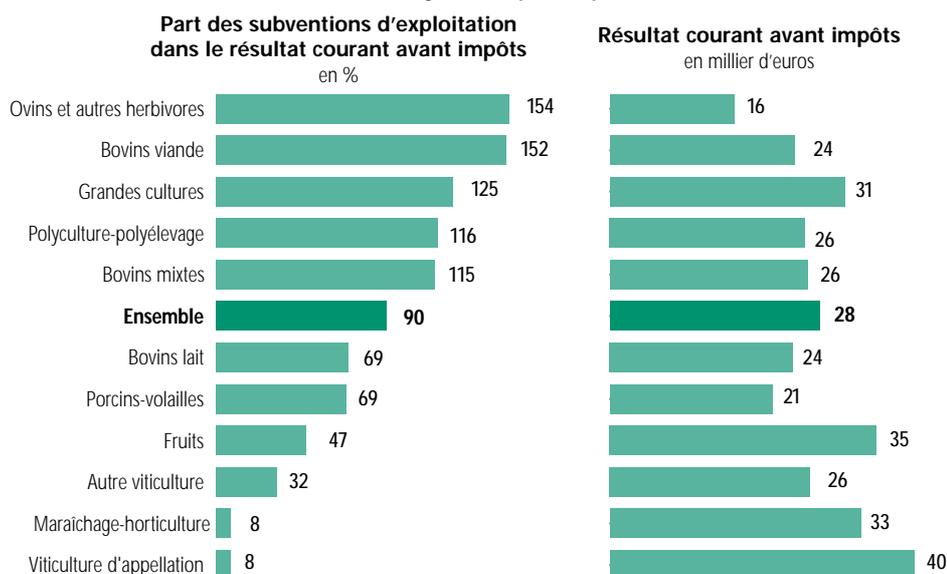
Le résultat courant avant impôts des exploitations du Réseau d'information comptable agricole diminue en valeur réelle de 4,3 % en 2003. Il avait augmenté de 1,9 % en 2002.

En 2003, année de gelées au printemps et de grave sécheresse, le résultat courant avant impôts (RCAI) des exploitations du Réseau d'information comptable agricole atteint 27 600 euros en moyenne par exploitation. Il diminue ainsi de 2,8 % en valeur courante et de 4,3 % en valeur réelle¹. En 2002, le RCAI avait augmenté de 1,9 % en valeur réelle après trois années de baisse consécutives. Ramené

à l'unité de travail non salariée (UTANS), le RCAI baisse en valeur réelle de 2,9 % en 2003, après avoir augmenté de 1,0 % en 2002. La valeur de la production diminue de 1,9 % et les ventes s'accroissent de 0,8 %. L'ensemble des charges d'exploitation progressent de 0,3 %, mais de 30 % pour les aliments grossiers. Augmentation également pour les dépenses d'électricité, en eau d'irrigation et d'énergie. En revanche, les achats de produits phytosanitaires et d'engrais diminuent.

Les subventions d'exploitation représentent 90 % du revenu moyen en 2003

Valeurs moyennes par exploitation en 2003



Source : Agreste - Rica, résultats 2003

Subventions d'exploitation en augmentation

En 2003 les subventions d'exploitation augmentent de 6 % comme en 2002 et s'élèvent désormais à 24 800 euros en moyenne toutes exploitations confondues. Suite aux accidents climatiques, le montant des aides calamités est en forte hausse et s'élève à 1 200 euros en moyenne par exploitation. Le montant total des subventions atteint ainsi en moyenne générale 90 % du RCAI. Il dépasse même 140 % dans les orientations bovins viande et ovins. Les montants, très dispersés, sont >

1. Obtenu en déflatant la valeur par l'indice du prix du produit intérieur brut (+ 1,5 %). Les évolutions des autres postes comptables sont sauf mention contraire en valeur courante.

Pour en savoir plus...

■ Résultats nationaux

« Résultats économiques des exploitations agricoles en 2003 », *Agreste-Cahiers*, à paraître en 2005.

« Rica-France, tableaux standards 2003 », *Agreste-Chiffres et données Agriculture*, à paraître en 2005.

■ Résultats régionaux

Consultez les services statistiques des directions régionales de l'Agriculture et de la Forêt qui disposent de l'ensemble des résultats.

et le site Internet

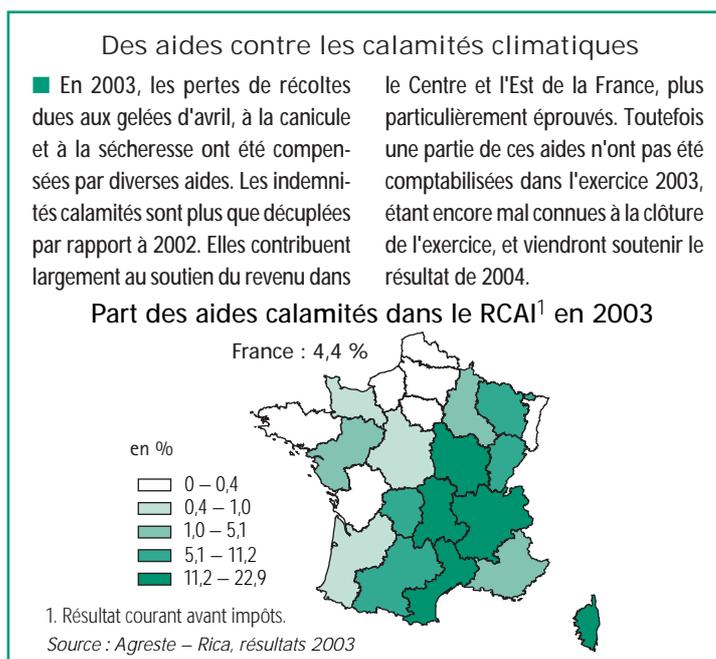
du Scees :

www.agreste.agriculture.gouv.fr

> fonction de la production et de la taille des exploitations. Les 20 % des exploitations professionnelles les moins aidées ne reçoivent que 1 % des subventions. Les 20 % les mieux dotées en perçoivent 50 %.

L'endettement augmente

La capacité d'autofinancement se replie légèrement pour atteindre 48 000 euros en moyenne. Les prélèvements privés, solde des retraits et des apports en espèces ou en nature effectués par l'exploitant, continuent d'augmenter : ils progressent de 5 % pour s'élever à 31 500 euros. Ils sont destinés à couvrir les besoins de l'exploitant et à acquitter les charges sociales, 8 000 euros en moyenne. L'autofinancement, égal à la capacité d'autofinancement diminuée des prélèvements privés, régresse de 10 % soit plus fortement qu'en 2002. L'investissement recule. Grâce à la croissance des ventes et des subventions, l'excédent de trésorerie d'exploitation augmente de 4 %. L'endettement moyen



par exploitation s'élève à 101 600 euros, en hausse de 2 % par rapport à 2002. Les emprunts à court terme augmentent de 7 %. Les remboursements financiers représentent désormais 36,3 % de l'excédent brut d'exploitation. Le poids de la dette n'a jamais été aussi élevé depuis 1993. Cette hausse

s'observe surtout dans les orientations dont le résultat moyen est en baisse. Depuis trois ans, l'endettement représente 35,4 % du total du bilan. Le montant des dettes s'accroît, mais la taille des exploitations et l'actif également.

Nouvelle amélioration du revenu en grandes cultures

Comme en 2002, la situation économique des exploitations de grandes cultures s'améliore. Le revenu augmente de 14 % en 2003 après une hausse de 7 % en 2002. Il s'élève à 30 900 euros en moyenne par exploitation. Pourtant, tous les rendements sont en baisse. Mais, à l'exception du tournesol, concurrencé par les graines d'Europe de l'Est, les prix de vente augmentent fortement. Au total, le produit brut et surtout les ventes progressent en valeur. Les exploitants augmentent de 16 % leurs prélèvements privés, mais diminuent de 13 % leurs investissements.

Une année difficile pour la viticulture d'appellation

Pour les exploitations viticoles d'appellation, 2003 est une mauvaise année avec un RCAI en recul de 19 %. En moyenne >

Méthodologie

■ Le Réseau d'information comptable agricole (Rica) est une opération communautaire de recueil annuel d'informations comptables auprès de 61 000 exploitations agricoles, réalisée dans les États membres selon des définitions et des règles communes. Cet échantillon représente 95 % du potentiel économique de l'agriculture européenne. L'échantillon français 2003 regroupe 7 303 exploitations. Le champ couvert correspond à 371 000 exploitations professionnelles d'au moins 12 hectares d'équivalent blé. L'univers de base servant à la pondération est issu du recensement de l'agriculture 2000. Les comparaisons interannuelles sont réalisées sur un échantillon constant. Les données présentées ici sont tirées d'un échantillon provisoire de 6 784 exploitations.

■ Le résultat courant avant impôts (RCAI), indicateur central utilisé par le Rica, est la différence entre les produits, y compris les productions immobilisées et stockées, et les charges courantes qui comprennent les charges calculées comme les amortissements, mais pas les charges sociales de l'exploitant. Il

exprime une forme de revenu familial qui rémunère le travail non salarié et les capitaux propres. Dans la capacité d'autofinancement, les amortissements ne sont pas déduits. L'excédent de trésorerie d'exploitation exprime un flux effectif de trésorerie généré par les opérations d'exploitation.

■ Le RCAI se rapproche du revenu net d'entreprise agricole des comptes macroéconomiques agricoles. Toutefois, les règles d'évaluation des stocks sont différentes. Dans les comptes macroéconomiques, la valeur des stocks est mesurée à un prix moyen de l'année, dans le RICA, elle est évaluée au cours du jour. Les primes et indemnités d'assurance sont décrites dans le RICA, les comptes ne retiennent que les services d'assurance. Le traitement des subventions, identique dans les principes (rattachement à l'exercice ouvrant le droit), peut différer en pratique. Dans les comptabilités RICA, quand le montant de la créance n'a pas pu être estimé à la clôture de l'exercice, les subventions sont enregistrées lors de l'encaissement sur l'exercice suivant.

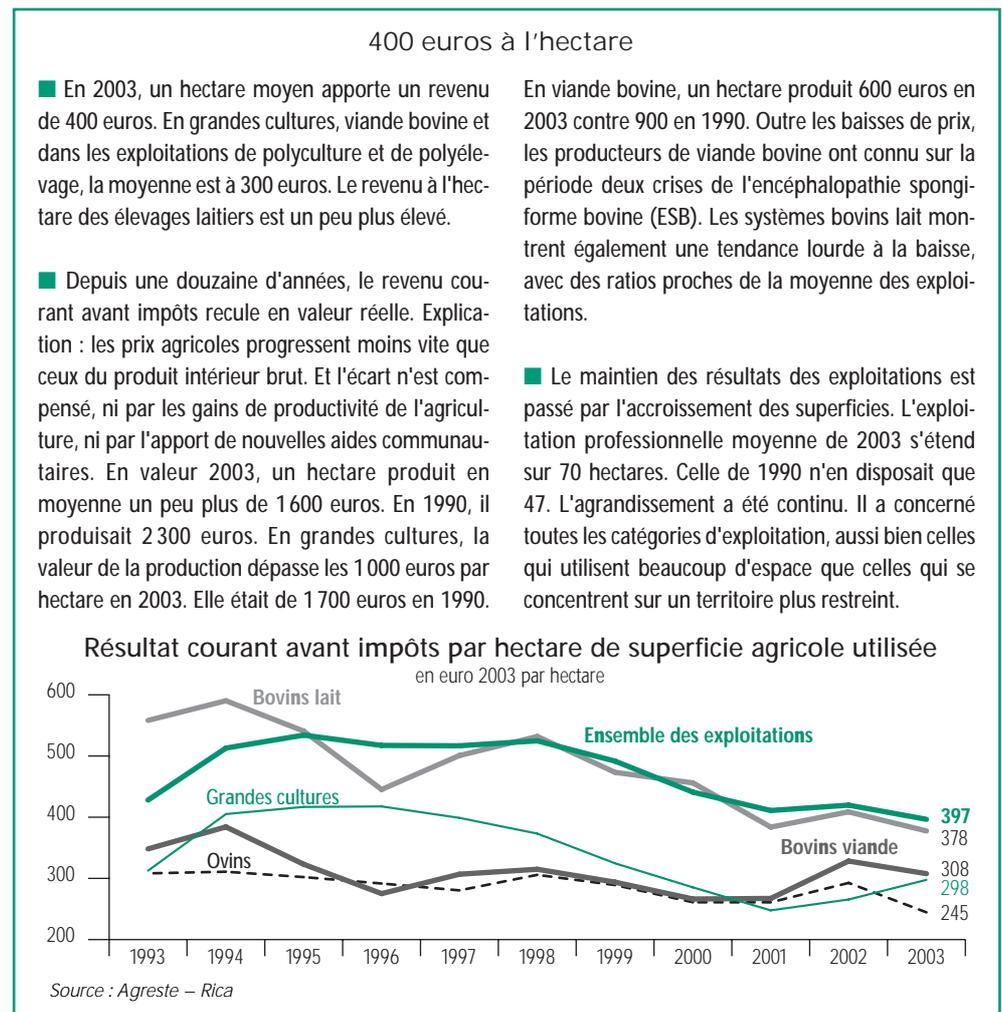
> de 40 000 euros, il demeure toutefois le plus élevé des orientations agricoles. Le rendement des vignes diminue. Le prix de vente du vin progresse légèrement. Les stocks se contractent fortement. Production et ventes diminuent en valeur respectivement de 6 et 2 %. La capacité d'autofinancement recule de 13 %, mais l'excédent de trésorerie d'exploitation progresse de 3 %. Les exploitants réduisent leurs prélèvements privés de 12 %. Les dettes augmentent de 6 %, leur niveau devient ainsi l'un des plus élevés. Hors appelation, le résultat courant progresse en 2003 de 44 %. Il n'en demeure pas moins en dessous de la moyenne, à 26 400 euros. La croissance des prix explique celle de la valeur des ventes. La capacité d'autofinancement et l'excédent de trésorerie s'accroissent de 23 % et 33 %. Les exploitants augmentent leurs prélèvements privés de 61 %, mais diminuent leurs investissements de 40 %.

Hausse du prix des fruits

La situation économique de l'arboriculture fruitière se redresse par rapport à 2002. Le RCAI progresse de 24 % pour atteindre 35 100 euros en moyenne par exploitation. Les accidents climatiques et en particulier les gelées sont à l'origine d'une chute du rendement pour les abricots et les pêches. Mais avec la canicule, la demande est forte et les prix des fruits d'été augmentent spectaculairement. La capacité d'autofinancement augmente de 19 %, de même que l'excédent de trésorerie de 9 %. L'endettement diminue.

Baisse du résultat chez les éleveurs bovins

Le revenu des éleveurs bovins laitiers baisse de 7 % en 2003. Il avait augmenté en 2002. Le prix du lait baisse de 2 %. Les charges d'approvisionnement augmentent, en raison d'un recours substantiel à l'achat de



fourrages grossiers. Les subventions d'exploitation progressent de 8 %, et sont insuffisantes pour compenser les pertes. La capacité d'autofinancement diminue de 3 %, l'excédent de trésorerie de 5 %. Les prélèvements privés augmentent toutefois de 4 %. Le RCAI baisse également chez les producteurs de viande bovine. Après une hausse de 23 % en 2002, leur revenu baisse de 6 % en 2003. Il s'établit désormais à 24 300 euros en moyenne par exploitation. Les charges en fourrages grossiers font plus que doubler, celles en aliments concentrés progressent vivement. Au total, la charge moyenne par exploitation en aliments du bétail s'alourdit de 2 000 euros. Les subventions d'exploitation progressent de 11 %. L'excédent de trésorerie augmente de 15 %. Les prélè-

vements privés s'accroissent de 8 %. Les dettes totales augmentent de 3 %, mais conservent un niveau relativement bas. L'investissement demeure stable.

Stabilisation en hors sol

Après une chute de 65 % en 2002, les résultats financiers des producteurs hors sol se stabilisent. Le RCAI moyen s'élève à 21 400 euros. La plupart des dépenses d'approvisionnement baissent, si bien que les charges régressent de 4 %. Les ventes et la production diminuent de 3 %. La capacité d'autofinancement augmente légèrement, les prélèvements privés diminuent de 2 %. L'endettement total continue de s'alourdir et demeure le plus élevé parmi toutes les orientations.

Quelques valeurs moyennes par exploitation selon les orientations en 2003

	Ensemble	Grandes cultures	Viticulture d'appellation	Fruits	Bovins lait	Bovins viande	Porcins et volailles
Nombre d'exploitations représentées	370 000	83 000	35 000	11 000	68 000	39 000	15 000
Caractéristiques physiques							
Surface agricole utilisée (ha)	69,6	103,8	19,2	26,5	63,8	79,1	39,5
dont : SAU en fermage	53,2	85,3	11,7	18,2	49,5	52,2	26,4
Effectifs animaux (en UGB ¹)	65,2	14,1	1,1	2,8	73,8	93,6	376,5
Nombre d'UTA ²	1,91	1,68	2,83	4,21	1,64	1,34	1,85
dont : UTA non salariées	1,43	1,29	1,40	1,38	1,56	1,28	1,55
Financement et éléments du bilan (millier d'euros)							
Capacité d'autofinancement	48,0	54,0	61,1	57,0	43,2	37,9	48,8
– Prélèvements privés	31,5	35,6	40,3	35,3	29,3	23,0	34,6
= Autofinancement	16,5	18,4	20,9	21,6	13,9	14,9	14,1
Actif immobilisé	185,4	164,4	220,2	146,2	190,3	205,5	211,2
Actif circulant	100,6	91,5	269,9	92,9	64,1	78,3	96,2
Stocks	60,7	41,5	206,3	32,4	37,7	44,3	65,8
Capitaux propres	185,3	155,6	345,7	142,8	167,2	216,4	131,3
Endettement total	101,6	101,2	146,3	98,6	88,0	67,7	176,9
Soldes intermédiaires de gestion (millier d'euros)							
Ventes et autoconsommation	113,8	107,1	157,8	160,1	100,6	55,9	239,3
– Achats d'animaux	4,1	2,3	0,1	0,2	2,8	5,9	22,9
= Ventes et autoconsommation (nette des achats d'animaux)	109,7	104,8	157,7	160,0	97,8	50,0	216,4
+ Production stockée (y compris animaux)	– 1,2	– 0,8	2,0	– 3,2	– 1,9	– 3,2	– 1,4
+ Production immobilisée (hors animaux)	2,4	0,8	3,8	4,6	1,7	2,1	5,4
+ Produits divers	1,7	3,2	2,3	2,4	0,6	0,6	0,7
= Production de l'exercice (nette des achats d'animaux)	112,6	108,0	165,9	163,8	98,3	49,6	221,1
+ Rabais, remises, ristournes obtenus	0,2	0,4	0,0	0,1	0,1	0,0	0,1
– Charges d'approvisionnement	39,1	43,1	25,5	28,1	31,4	20,8	125,8
– Autres achats et charges externes (non compris fermages)	30,1	27,8	37,6	45,3	28,9	19,9	42,7
= Valeur ajoutée	43,5	37,6	102,9	90,5	38,0	8,9	52,6
+ Remboursement forfaitaire TVA	€	€	€	0,0	€	€	0,0
+ Subventions d'exploitation	24,8	38,5	3,1	16,6	16,7	37,1	14,7
+ Indemnités d'assurance	1,0	1,1	1,8	4,2	0,4	1,0	0,4
– Fermages	8,4	11,8	14,6	5,7	6,4	5,2	4,5
– Impôts et taxes	1,8	2,1	2,8	1,7	1,6	1,0	1,5
– Charges de personnel	8,3	6,8	26,5	47,0	1,1	0,8	5,8
= Excédent brut d'exploitation (EBE)	50,8	56,4	63,9	56,9	46,0	39,9	55,9
+ Transferts de charges	0,7	1,0	1,8	2,2	0,3	0,2	0,5
– Dotations aux amortissements	20,2	22,8	21,0	20,6	18,9	13,6	26,9
= Résultat d'exploitation	31,3	34,5	44,8	38,5	27,5	26,5	29,5
+ Produits financiers	0,3	0,5	0,4	0,3	0,2	0,1	0,2
– Charges financières	4,0	4,1	5,1	3,7	3,5	2,3	8,3
= Résultat courant avant impôts (RCAI)	27,6	30,9	40,0	35,1	24,1	24,3	21,4
+ Plus ou moins valeur sur cession d'actifs immobilisés	1,8	2,8	1,3	1,1	1,5	1,2	0,8
+ Quote-part des subventions d'investissement affectée à l'exercice	0,9	0,4	0,8	2,3	0,9	0,7	1,3
+ Profits et charges exceptionnels	0,2	0,3	0,1	1,3	0,2	0,0	0,5
= Résultat de l'exercice	30,5	34,4	42,2	39,7	26,7	26,2	24,0
Subventions (millier d'euros)							
Aides - Jachère, céréales, oléagineux et protéagineux	13,5	33,7	1,3	2,3	7,7	3,0	6,7
Aides - Vaches allaitantes	2,4	0,8	0,2	0,1	0,3	12,7	2,5
Aides - Prime bovins mâles (taureaux, bœufs)	1,1	0,4	0,0	0,1	1,3	3,7	0,8
Aides - Environnement	1,5	0,9	0,3	0,6	1,9	3,9	0,4
Aides - Autres	7,2	3,8	3,1	17,7	6,0	14,7	4,6

€ : nombre inférieur à 50 euros (en valeur absolue) ou pourcentage non significatif.

1. UGB : unité de gros bétail, 1 UGB équivaut à une vache laitière, une brebis mère à 0,18 UGB.

2. UTA : unité-travail-année, 1 UTA équivaut à la quantité de travail agricole fournie par une personne occupée à plein temps pendant une année.

Champ : ensemble des exploitations.

Source : Agreste - Rica, résultats 2003



Agreste : la statistique agricole

Direction des affaires financières. SERVICE CENTRAL DES ENQUÊTES ET ÉTUDES STATISTIQUES

251, rue de Vaugirard, 75732 Paris Cedex 15. Tél. : 01 49 55 85 85 – Fax : 01 49 55 85 03

Directrice de la publication : Virginie Madelin ■ Rédacteur en chef : Laurent Bisault ■ Conception : Yann Le Chevalier

■ Composition : Scees ■ Impression : Imprimerie Ménard, Toulouse ■ Dépôt légal : à parution ■ ISSN : 0246-1803 ■ Prix : 2,50 €

■ © Agreste 2005